



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

MARCHE DE TRAVAUX

Accord-cadre 2025PATXBDC024

**Réalisation de divers travaux de second œuvre
pour les besoins de l'Université Toulouse Jean
Jaurès**

**Lot 7 : fourniture et pose, entretien et réparation de
volets roulants, brise-soleil et rideaux métalliques sur les
sites de l'UT2J, hors INSPÉ**

**Cahier des clauses techniques particulières
C.C.T.P.**

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet de la consultation	3
1.2 Définition des besoins	3
1.3 Maîtrise d'ouvrage / Maîtrise d'œuvre	3
1.4 Lieux d'exécution	3
2. DISPOSITIONS TECHNIQUES	4
2.1 Description des travaux à réaliser	4
2.2 Types d'installations concernées	4
2.3 Personnel affecté au contrat	4
2.4 Obligations du titulaire	5
2.5 Prescriptions et règlements à observer	5
2.6 Choix et mise en œuvre des matériaux.....	6
2.7 Etude des opérations	6
2.8 Responsabilités de l'entrepreneur	7
2.9 Présence de l'entrepreneur sur le chantier	7
2.10 Contraintes.....	7
2.1 Automatisation des protections solaires.....	7
2.2 Réception	8

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet de définir l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des travaux et de maintenance sur les volets roulants, les brise-soleils, les rideaux métalliques, les stores et les films de l'ensemble des sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès (UT2J), hors INSPÉ.

1.2 Définition des besoins

Les spécifications du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent les prestations susmentionnées à réaliser sur divers sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Les sites concernés sont indiqués dans les conditions de l'article 1.4 du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

1.3 Maîtrise d'ouvrage / Maîtrise d'œuvre

L'UT2J détient la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de ces travaux.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le service technique de la Direction du patrimoine immobilier et de la gestion des campus (DPIGC) à travers la Division du patrimoine immobilier et du développement durable (DPIDD) dont les représentants sont ci-après nommément désignés :

- **Pour le campus du Mirail et le Centre universitaire du Taur** : MM. Stéphane CASTELAIN, Thierry CLAMENS et Pierre BEC ;
- **Pour l'IUT de Blagnac** : M. Samir TALI.

1.4 Lieux d'exécution

Les travaux seront réalisés sur les divers sites de l'UT2J tels que prévus à l'article 1.7 du C.C.A.P.

2. DISPOSITIONS TECHNIQUES

2.1 Description des travaux à réaliser

Les travaux comprennent :

- La fourniture,
- La pose,
- La réparation.

Le titulaire assurera également la dépose et l'évacuation des équipements remplacés.

2.2 Types d'installations concernées

Les interventions auront lieu dans :

- Des locaux de recherche,
- Des locaux d'enseignement,
- Des locaux administratifs,
- Des locaux techniques,
- Des zones de circulation et halls,
- Des terrasses,
- En extérieur.

Les travaux ayant lieu en site occupé, l'accès s'effectuera pendant les horaires d'ouverture, soit de 8h à 17h.

Avant toute intervention, le titulaire est tenu de prendre obligatoirement contact avec le responsable de la DPIDD ou de l'IUT.

L'énergie et les branchements nécessaires à la mise en œuvre sont fournis par l'université.

Toute anomalie, constatée au cours de l'intervention, susceptible de présenter un danger grave ou imminent doit être immédiatement signalé au responsable du Service Hygiène Sécurité ou de la DPIDD ou de l'IUT.

Les interventions ne seront à réaliser qu'après réception d'un bon de commande envoyé par l'université.

2.3 Personnel affecté au contrat

Le titulaire désigne une équipe dont la compétence et la qualification est adaptée à la prestation demandée dans le cadre du marché. Il assurera l'encadrement hiérarchique et le contrôle de ses personnels présents sur le site.

Le personnel du titulaire devra avoir la maîtrise des équipements qu'il met en place et la connaissance de ses fonctionnalités.

Le titulaire s'engage à fournir les noms des personnes suivantes :

- Un **chargé de contrat technique unique**, responsable de l'ensemble des activités générées par ce marché ;
- Une **équipe de techniciens**, qualifiés pour les travaux et les interventions dont ce marché fait l'objet ;
- Un **correspondant commercial unique**, responsable de la gestion administrative de ce marché.

Il sera précisé dans le mémoire technique des candidats le profil de ces personnes.

2.4 Obligations du titulaire

2.4.1 Sécurité

Le titulaire assurera les interventions requises dans le respect de la législation en vigueur et du décret du 20 février 1992 en particulier. Les situations à risques seront identifiées et redressées en concertation avec le Service Hygiène Sécurité lorsque les parties seront conjointement concernées.

Le titulaire consignera les anomalies de fonctionnement et d'attitudes dangereux de ses propres activités, ayant entraîné des incidents, accidents ou non, de façon à prévenir tout risque ultérieur. Un plan de prévention sera élaboré avant le début des prestations, appliqué et contrôlé durant la période de contrat.

2.4.2 Environnement

Le titulaire conduira une démarche environnementale dans le cadre des interventions et des travaux réalisés au titre du contrat notamment sur la gestion et la traçabilité des déchets. Il mettra en place un registre de suivi. Le bordereau de suivi des déchets sera fourni à la DPIDD ou à l'IUT.

2.4.3 Confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers tout ou partie des renseignements et documents recueillis au cours de ses prestations, sauf autorisation écrite du client.

Ne sont toutefois pas considérées comme des tiers les personnes ou entreprises consultées ou rencontrées dans le cadre de l'exercice d'une prestation.

2.5 Prescriptions et règlements à observer

Sauf dérogation explicitement indiquée par écrit, l'ensemble des fournitures et des travaux sera conforme aux documents réglementaires s'appliquant à la date de la remise des offres.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la remise des offres et ceux applicables à une date ultérieure feront foi.

L'ensemble des fournitures et des travaux sera conforme aux documents suivants.

Les références aux documents ci-dessous ne constituent pas une liste limitative, elles sont un rappel des principaux documents applicables.

2.5.1 Textes réglementaires

Sont applicables au présent marché :

- Code du travail - deuxième partie réglementaire titre III - Hygiène et sécurité – Section III prévention des incendies,
- Décret n°83.721 du 2.8.83 et la circulaire du 11.4.84 relatifs à l'éclairage des lieux de travail,
- Règlement de sécurité concernant les ERP.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature de l'ordre de service feront foi.

2.5.2 Normes et DTU

Le titulaire du présent accord-cadre devra respecter l'ensemble des normes et DTU en vigueur (français et européens à la date d'établissement du bon de commande ou d'émission de l'ordre de service le cas échéant).

2.5.3 Règles professionnelles et avis techniques

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature de l'ordre de service feront foi.

2.6 Choix et mise en œuvre des matériaux

La maîtrise d'œuvre sera libre d'accepter ou de refuser les nouveaux matériels et matériaux non conformes aux spécifications contractuelles mais qui apporterait une plus-value en termes de confort.

Tous les matériels et matériaux devront être neufs et de première qualité.

Toutes dispositions devront être prévues par le titulaire pendant la mise en œuvre des matériels et matériaux et au cours des essais pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

Il appartiendra au titulaire d'attirer en temps utile l'attention de la maîtrise d'œuvre, sur les répercussions que peuvent avoir certains de ces travaux ou installations sur la marche générale du chantier, et signaler le cas échéant, les modifications de détail qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions adoptées.

Le personnel de l'entreprise retenu, appelé à intervenir sur les installations de l'Université devra être titulaire des titres d'habilitation réglementaires.

Avant toute intervention, le titulaire s'assurera d'appliquer scrupuleusement le plan de prévention de l'Etablissement ainsi que la prise en compte des éléments de sécurité individuel et collectif spécifiés pour chaque site et selon les articles correspondants du Code du travail. Il sera également établi contradictoirement avec l'établissement un permis feu, le cas échéant et des constatations contradictoires avant et après travaux en fonction du projet.

Le titulaire devra prendre toutes précautions utiles afin d'éviter toutes dégradations sur les ouvrages existants.

Les dégâts occasionnés par le matériel ou le personnel de l'entreprise seront réparés par l'entreprise, et plus particulièrement, bris de matériel, vitres, espaces verts et voirie dans le cas de benne à gravats notamment, etc...

Le titulaire devra prendre toutes les précautions utiles pour maintenir le bon ordre et la discipline sur le chantier et prévenir ou supprimer tout acte de nature à troubler ce bon ordre.

Le titulaire ne doit rien faire qui soit susceptible de gêner ou de compromettre, l'exécution, la coordination ou la surveillance des travaux exécutés par les diverses entreprises ou par le personnel de l'administration travaillant sur les mêmes chantiers que le titulaire.

Il devra se conformer, à ce sujet, aux instructions qui lui seront données par l'administration.

Toutes les personnes en état d'ivresse, celles dont la conduite, ou la tenue, donnerait lieu à des observations de la part des agents de surveillance de l'administration seront immédiatement renvoyées de l'Université sur simple demande écrite de l'administration (l'application de cette disposition n'ouvrira aucun droit au titulaire notamment pour retard de l'exécution, pour difficultés avec l'inspection du travail, etc.).

2.7 Etude des opérations

Chaque chantier sera une opération isolée nécessitant une visite sur place et une étude particulière, même pour une opération de très faible importance.

Pour chaque opération nécessitant une visite sur place, l'entreprise présentera, par mail ou par courrier dans un délai de 10 jours, un devis chiffré et détaillé conformément aux prévisions du BPU.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adapter ce délai en tenant compte de l'urgence et de l'importance de l'opération à réaliser.

2.8 Responsabilités de l'entrepreneur

Jusqu'à l'exécution complète du chantier, l'entrepreneur est responsable vis à vis de l'université et des tiers, des accidents et dommages causés (aux personnes et aux choses) par le personnel travaillant sous ses ordres, ou par les machines ou engins utilisés sous ses ordres.

Il est également responsable des accidents qui seraient la conséquence de l'inobservation des règles de sécurité ou des consignes qui lui sont remises par l'université.

L'Université Toulouse Jean Jaurès décline toutes responsabilités pour accidents pouvant survenir dans l'installation électrique de l'entrepreneur, ou du fait de l'installation électrique située après le point de raccordement.

2.9 Présence de l'entrepreneur sur le chantier

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent sur le chantier ou représenté par des personnes dûment habilitées.

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra faire connaître à l'administration, par écrit, la personne qualifiée pour :

- Le représenter en permanence sur le chantier,
- Recevoir valablement de l'administration, toutes notes, communications,
- Signer en son nom, tous attachements et constats auxquels les travaux pourraient donner lieu,
- La personne qualifiée, désignée par l'entrepreneur devra tenir un cahier de chantier indiquant journellement :
 - Le ou les chantiers en cours,
 - L'état d'avancement des travaux sur ce ou ces chantiers,
 - Le nombre de personnes présentes sur ce ou ces chantiers.

L'entreprise s'engage à exécuter les travaux dans les périodes et les délais qui lui seront impartis.

2.10 Contraintes

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que certaines gênes ou obstacles peuvent s'avérer contraignantes lors de l'exécution des travaux. Il ne sera pas obligatoirement assuré un chantier permanent, puisque les opérations sont ponctuelles et dispersées. Les entreprises seront donc soumises à des contraintes de temps, de durée, d'horaires et de disponibilité immédiate, mais aussi d'accès, de clés, de dispersion géographique.

Par suite de locaux occupés, il y aura des contraintes d'accessibilité, mais aussi de gêne provoquée par les bruits des travaux. Il y aura donc lieu de tenir compte d'une planification en découlant, et ne permettant pas d'assurer une continuité parfaite dans une opération donnée.

Par ailleurs, il est entendu que l'UT2J ne mettra pas à disposition du titulaire de bureau, d'atelier, ni de local de stockage de matériels et de pièces de rechange.

Les prix proposés par l'entrepreneur tiennent compte de toutes les opérations nécessaires à une parfaite exécution des travaux prévus, et notamment la fourniture de tous échafaudages, échelles, et autres éléments semblables, la fourniture ou la location de tous éléments (bâches, etc.) nécessaires à la protection des installations et ouvrages existants.

Il ne sera accepté aucune modification de prix ou de majoration de compensation.

2.11 Automatisation des protections solaires

Le titulaire du marché devra être en capacité de dépanner les organes d'automatisation des protections solaires du site du Mirail.

Il devra être capable, non seulement de remplacer une sonde météorologique, une centrale de gestion des occultations, des actionneurs de moteurs, mais également l'injection de la programmation de ces organes.

2.12 Réception

La réception ne pourra être prononcée que lorsque les essais et vérifications auront été satisfaisants.

Si la réception ne peut être prononcée qu'avec des réserves, les installations pourront toutefois être mises en service sous la responsabilité de l'entrepreneur et à la condition formelle que les prescriptions relatives à la sécurité soient observées.

La durée de la période de garantie sera de deux ans (pièces et main d'œuvre) à compter de la date de réception des ouvrages.